

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/2/Add.16/Rev.1

16 mars 2006

(06-1194)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: espagnol

## MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

### Communication du Chili

#### Révision

La délégation du Chili a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 mars 2006.

1. J'ai l'honneur de vous communiquer les renseignements ci-après concernant la mise à jour des mesures adoptées par le Chili en application de l'Accord. Le présent document remplace les éléments d'information figurant dans les documents précédents. La présente notification est communiquée conformément au paragraphe 2 de l'article 15 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, et à la décision adoptée par le Comité des obstacles techniques au commerce, qui figure dans le document G/TBT/1/Rev.8 daté du 23 mai 2002.
2. L'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce et l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, qui en fait partie intégrante, sont entrés en vigueur en tant que loi de la République le 17 mai 1995, après avoir été approuvés par le Congrès national (Décret n° 16 du Ministère des relations extérieures, publié au Journal officiel le 17 mai 1995).
3. La Loi n° 19.912, publiée au Journal officiel le 4 novembre 2003, établit dans son Titre I, aux articles 2 à 5, un mécanisme qui permet de mettre en œuvre les procédures de notification des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité visées aux articles 2.9, 2.10, 3.2, 3.3, 5.6, 5.7, 7.2 et 7.3 de l'Accord OTC. Les règles énoncées dans ce Titre légalisent un mécanisme appliqué depuis plusieurs années.
4. Le Décret n° 77 du Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction, publié au Journal officiel le 14 juin 2004, régit l'application du Titre I de la Loi n° 19.912 et énonce les prescriptions que doivent respecter les institutions compétentes pour l'élaboration, l'adoption et l'application des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité.
5. Le décret établit les principes à suivre dans le cadre des bonnes pratiques réglementaires, à savoir ceux consistant à se fonder sur les normes internationales et à ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce, le principe du traitement national et celui de la nation la plus favorisée, entre autres choses. Dans sa partie essentielle, il prescrit l'obligation de soumettre les projets de règlements techniques à des consultations (pendant 60 jours en règle générale) et d'informer le Ministère de l'économie aux fins de la notification desdits projets à l'OMC. En outre, le décret prévoit en règle générale un délai de six mois entre l'adoption et la mise en œuvre des règlements techniques pour donner aux agents économiques le temps de s'adapter aux nouvelles dispositions. Dans des

circonstances particulières, prévues par l'Accord OTC, ce délai peut être plus court que précédemment indiqué.

6. En 1997 a été créée la Commission nationale des obstacles techniques au commerce présidée par le Ministère de l'économie par l'intermédiaire de son Département du commerce extérieur, et composée par les diverses institutions publiques en rapport avec l'élaboration, l'adoption et l'application de normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité.

7. La Commission a pour objectif de coordonner, pour en assurer la cohérence, les efforts des divers organismes chargés de ces questions dans le pays, en vue, notamment, de la mise en œuvre des obligations découlant de l'Accord OTC de l'OMC, de coordonner la position du pays dans ce domaine des négociations commerciales avec d'autres pays et d'aborder la question de la normalisation comme instrument de soutien au processus de modernisation technologique du pays.

8. Le Titre I de la Loi n° 19.912 et son décret réglementaire n° 77 sont le fruit des travaux de cette Commission nationale.

9. La mise en œuvre et l'administration de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce incombent au Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction par l'intermédiaire du Département du commerce extérieur, lequel remplit quant à lui les fonctions de service d'information sur les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité y relatives. En conséquence, parmi les responsabilités relatives aux obstacles techniques qui incombent à cette instance figurent aussi l'établissement des notifications présentées à l'OMC et l'exécution des formalités ultérieures prévues dans la procédure de notification, à savoir recevoir les observations sur les projets de règlements notifiés et acheminer les réponses qui y sont apportées par l'intermédiaire de ses services.

10. Les avis relatifs à l'élaboration des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité y relatives sont publiés par les institutions compétentes (les ministères et autres organismes publics chargés du domaine spécifique que l'on entend réglementer) notamment par le biais de leurs pages Web. Une fois adoptés, les règlements et procédures d'évaluation de la conformité sont publiés au Journal officiel. La période prévue pour la présentation d'observations par écrit est de 60 jours au moins, sauf en cas d'urgence.

11. Les normes techniques, dont l'application est facultative, sont élaborées quant à elles par l'Institut national de normalisation (INN), fondation de droit privé qui dépend de la Société de développement de la production (CORFO). Le 20 septembre 1995, l'INN a adopté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes qui figure à l'Annexe 3 de l'Accord OTC de l'OMC, et en respecte donc les dispositions. L'examen des normes s'effectue conformément aux critères reconnus sur le plan international par l'ISO et la CEI. Les normes sont établies par consensus entre les participants, qu'ils soient du secteur public ou privé. Durant l'examen des normes, le processus de consultation publique (d'une durée de 60 jours) est annoncé par le biais de la page Web de l'INN (adresse: [www.inn.cl](http://www.inn.cl)).

12. Concernant les services prévus à l'article 10.1 et 10.3 de l'Accord, ceux indiqués ci-dessous sont pleinement opérationnels:

13. Pour les règlements techniques (article 10.1), le Service d'information est le Département du commerce extérieur du Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction, dont l'adresse est la suivante:

Teatinos 120, piso 11  
Santiago, Chili  
Téléphone: (+56 2) 4733441  
Fax: (+56 2) 4733427  
Adresse électronique: decoex@economia.cl

14. Pour les règles techniques (article 10.3), le Service d'information est l'Institut national de normalisation, dont l'adresse est la suivante:

Matías Cousiño 64, piso 6  
Santiago, Chili  
Téléphone: (+56 2) 4458000  
Fax: (+56 2) 4410427  
Adresse électronique: inn@inn.cl

15. Le Chili est un État unitaire, aussi les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité sont-ils élaborés au niveau de l'administration centrale.

---